



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot Curie
BP 102
92013 NANTERRE CEDEX

NANTERRE CEDEX, le 11/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TAIS

112 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
92320 Châtillon

Références : 31516
Code AIOT : 0007404756

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2023 dans l'établissement TAIS implanté 112 AVENUE DE LA REPUBLIQUE 92320 Châtillon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TAIS
- 112 AVENUE DE LA REPUBLIQUE 92320 Châtillon
- Code AIOT : 0007404756
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TAIS, filiale de Véolia Propreté en région Île-de-France, exploite un centre de transit de déchets non dangereux sur la commune de Châtillon. Le centre de tri est dimensionné pour traiter jusqu'à 70 000 tonnes de différents types de déchets par an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- l'actualité relative à l'activité et à la situation administrative,
- les suites de la dernière inspection en date du 11/07/2019,
- la prévention des accidents,
- la gestion des déchets,
- les émissions dans l'eau,
- les émissions dans l'air.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Degré coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 9.2.6.1	Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
15	Déchets acceptés	Arrêté Préfectoral du 25/05/2020, article 1 - Condition 2	/	Lettre de suite préfectorale	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 9.5.1	/	Sans objet
3	Traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 7.3.2	/	Sans objet
4	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 > II.	/	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	/	Sans objet
7	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.	/	Sans objet
8	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14	/	Sans objet
9	Rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	/	Sans objet
10	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 18	/	Sans objet
11	Mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	/	Sans objet
12	Risques d'envols et poussières	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22	/	Sans objet
13	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet
14	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mené à la formulation de 2 non-conformités, concernant la quantité de verre acceptée sur le site et le degré de dégradation des murs du hangar. Cette seconde non-conformité, persistante depuis 3 ans, conduit à une proposition de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 9.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement sera protégé efficacement contre la foudre, les normes NFC 17.100 et NFC 17.102 seront particulièrement respectées ainsi que l'arrêté du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées. Une attestation justifiant de l'efficacité de la protection des installations contre la foudre sera adressée au préfet dans un délai de 3 mois après la construction des bâtiments
Constats : Concernant le risque foudre, l'exploitant transmet le rapport de première vérification complète foudre réalisée le 10/09/2020 par l'APAVE. Le rapport précise que les installations de protection contre la foudre sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Degré coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 9.2.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Conception des bâtiments
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le bâtiment d'activité sera isolé des bâtiments occupés ou habités par des tiers par une distance minimale de 10 mètres. Il sera construit en matériaux incombustibles MO (MO). Le bâtiment sera conçu conformément au scénario incendie présenté dans l'étude des dangers. Ainsi, il comportera les éléments suivants : -le mur de la façade ouest sera coupe-feu 3H00 le long de la sous-station haute EDF sur une hauteur minimale de 8,9m et une longueur de 48,5m, puis coupe-feu 3H00 sur une hauteur minimale de 5,5m et une longueur de 30m, et coupe-feu 3H00 sur une hauteur minimale de 8,9m et une longueur de 8,5m jusqu'à l'angle nord ouest ; -le mur de la façade nord sera coupe-feu 3H00 à l'angle nord ouest du bâtiment sur une hauteur minimale de 8,9m et une longueur de 10,5m ; -le mur de la façade sud sera coupe-feu 3H00 à l'angle du Sud Ouest du bâtiment sur une hauteur minimale de 8,9m et une longueur de 12m ; Les parois séparant les différents secteurs de stockage et d'activités auront un degré coupe-feu deux heures au moins.(...)
Constats : Suite à une inspection du 11/07/2019, l'exploitant a fait vérifier le degré coupe-feu des murs. Un rapport SOCOTEC a été établi le 26/02/2020, confirmant que les murs sont bien de type coupe-feu 3H00. Toutefois, ce rapport faisait le constat de désordres nécessitant d'être corrigés pour assurer la durabilité et la stabilité des murs à long terme comme des armatures mises à nu sur les angles de quelques poteaux en béton armé porteurs de la structure, et préconisait les corrections suivantes : <ul style="list-style-type: none">• réfection et colmatage avec des produits adaptés aux supports et à l'usage (coupe-feu) de toutes les zones dégagées et présentant des impacts, fissures et chocs dues à la manutention par engins ;• mettre en place sur les structures porteuses et les façades, de boucliers anti-chocs (anticollisions) au plus près des zones de manutention mécanique afin d'éviter les collisions d'engins avec le bâtiment ;• application d'une protection contre le feu (3 h) sur les éléments verticaux de la structure porteuse métallique, en l'occurrence les poteaux métalliques qui sont exposés au feu et dépourvus de toute protection contre un incendie éventuel. Par lettre du 23/07/2020, l'inspection demandait à l'exploitant de lui transmettre le planning d'intervention des travaux dont la nécessité L'exploitant a indiqué en séance que les travaux ont été reportés et n'ont pas été effectués, au profit de la mise en conformité des rejets aqueux. L'exploitant devra faire corriger les désordres mis en valeur par SOCOTEC afin d'assurer la durabilité et la stabilité des murs du site. Par ailleurs, durant la visite, l'inspection a constaté qu'une partie de la tôle du box de bois est endommagée. L'exploitant devra réparer cette partie du mur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 7.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et traitement des effluents liquides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement de voirie seront collectées et rejetées au réseau public après traitement dans un décanteur-séparateur à hydrocarbures suffisamment dimensionnés selon les règles de l'art. [...] Non-conformité : les rejets aqueux du site ne sont pas rejetés directement au réseau public, mais dans le réseau de la SNCF, site voisin.
Constats : L'exploitant a transmis, par courriel du 09/10/2020 : <ul style="list-style-type: none">• une attestation de travaux de BURGEAP datée du 23/06/2020 pour des travaux de raccordement EU/EP ;• le plan des réseaux du site mis à jour ;• un courrier de la SEVESC du 22/09/2020 actant la réalisation d'un branchement à l'égout public sur le site de TAÏS ; L'exploitant précisait par ailleurs que les eaux pluviales de toitures restaient à raccorder au réseau d'assainissement public. Durant l'inspection, l'exploitant a indiqué que les travaux ont été finalisés et transmet par courriel du 17/03/2023 un diagnostic assainissement de la SEVESC daté du 09/02/2021 qui indique la conformité du raccordement au réseau d'assainissement départemental. Le rapport détaille les caractéristiques du branchement et des installations propre au site et fournit un schéma du fonctionnement des installations (eaux usées, eaux pluviales, regards, pompes, bassin de rétention, déboureur).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 > II.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au moins une voie "engins" est maintenue dégagée pour : <ul style="list-style-type: none">- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;- l'accès au bâtiment ;- l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ;- l'accès aux aires de stationnement des engins pompes. Cette voie "engins" respecte les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction ;- aucun obstacle n'est disposé entre la voie "engins" et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins pompes. En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie "engins" permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.
Constats : Le site est organisé de telle manière qu'une voie engin respectant les prescriptions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 est présente.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :<ul style="list-style-type: none">- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :<ol style="list-style-type: none">1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; <p>[...]</p>
Constats : L'exploitant dispose de détection infrarouge. Concernant l'extinction, le site est équipé de RIA et d'extincteurs. Tous les agents disposent de leur téléphone portable sur le site. Le plan du site a été présenté à l'inspection, celui-ci matérialise les différentes zones de dangers du site. Durant la visite, l'exploitant n'était pas en mesure d'affirmer la présence d'un point d'eau incendie à proximité du site. Par courriel du 10/3/2023, l'exploitant transmet une photographie du point d'eau à proximité, situé à gauche de l'entrée du site, à une distance d'environ 20 mètres de celle-ci.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV. - Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.
Constats : L'exploitant indique que le confinement peut être réalisé grâce aux pompes de relevage qui peuvent réaliser une obturation en étant verrouillées. Le test de verrouillage a été réalisé durant la visite. La clé est facilement accessible, la fermeture de la pompe peut être réalisée sans difficulté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.
Thème(s) : Risques chroniques, Disposition d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).
Constats : Les aires de réception sont distinctes, clairement repérées et distinguées en fonction du type de déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat. Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Par courriel du 06/03/2023, l'exploitant transmet le plan des réseaux du site. Celui-ci fait apparaître le débourbeur séparateur d'hydrocarbures, les regards, les pompes de relevage, les réseaux eaux pluviales et eaux usées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Rejet des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Par courriel du 06/03/2023, l'exploitant transmet le rapport d'intervention de maintenance des postes de relevage, réalisée par VINCENT Gestion de l'eau en date du 21/10/2022, ainsi que l'attestation de curage du séparateur à hydrocarbures réalisé par CIG le 09/04/2022. L'exploitant transmet également le BSD des boues issues du séparateur complété.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 18

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'eau

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas :

- MEST : 600 mg/l ;

- DCO : 2 000 mg/l.

Pour une installation raccordée à une station d'épuration urbaine et pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel. Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.

2 - Substances spécifiques du secteur d'activité (uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence)			
	N° CAS	Code SANDRE	
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j
Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388	25 µg/l
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr6+ : 50µg/l)
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Mercure et ses composés (en Hg)	7439-97-6	1387	25 µg/l
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	-	-	15 mg/l
Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l
Cyanures libres	57-12-5	1084	0,1 mg/l
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)		1117	25 µg/l (somme des 5 composés visés)
Benzo(a)pyrène	50-32-8	1115	
Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	205-99-2 / 207-08-9	-	
Somme Benzo(g, h, i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène	191-24-2 / 193-39-5	-	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	-	1106	1 mg/l

Constats : Par courriel du 06/03/2023, l'exploitant transmet le rapport d'analyses des eaux résiduaires réalisé par Aqua Mesure en date du 06/02/2023 (analyse du 19 et 20 décembre 2022). Les résultats n'appellent pas de remarques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.
Constats : L'exploitant fait réaliser une mesure des différents polluants conformément à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Risques d'envols et poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
Constats : Tout le site est bétonné et en forme de pente. De plus, les activités se font sous hangar, ce qui limite le risque d'envol et de poussières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : L'exploitant transmet, par courrier du 06/03/2023, un extrait du registre de déchets entrants. Il comprend l'ensemble des informations prévues par l'article 1er de l'arrêté du 31/05/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :- l'adresse de l'établissement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : L'exploitant transmet, par courrier du 06/03/2023, un extrait du registre de déchets sortants. Il comprend l'ensemble des informations prévues par l'article 1er de l'arrêté du 31/05/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Déchets acceptés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2020, article 1 - Condition 2																	
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets																	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																	
Prescription contrôlée : Le centre n'est autorisé à recevoir que les déchets industriels banals et les déchets issus descollectes sélectives suivantes :																	
<table><tr><th>Déchets</th><th>Soit t/an</th></tr><tr><td>Déchets industriels (déchets mêlés et emballages, y compris DIB et déchets secs de collecte sélective)</td><td>52500</td></tr><tr><td>Encombrants</td><td>33000</td></tr><tr><td>Gravats</td><td>6000</td></tr><tr><td>Papiers, cartons</td><td>1600</td></tr><tr><td>Métaux</td><td>200</td></tr><tr><td>Verres</td><td>8000</td></tr><tr><td>Bois</td><td>3000</td></tr></table>	Déchets	Soit t/an	Déchets industriels (déchets mêlés et emballages, y compris DIB et déchets secs de collecte sélective)	52500	Encombrants	33000	Gravats	6000	Papiers, cartons	1600	Métaux	200	Verres	8000	Bois	3000	
Déchets	Soit t/an																
Déchets industriels (déchets mêlés et emballages, y compris DIB et déchets secs de collecte sélective)	52500																
Encombrants	33000																
Gravats	6000																
Papiers, cartons	1600																
Métaux	200																
Verres	8000																
Bois	3000																
Constats : Par courriel du 10/03/2023, l'exploitant transmet la quantité de déchets admise sur l'année 2022 par type de déchets. Ainsi, TAIS a accepté sur 2022 : - 37 427 tonnes de déchets industriels - 5309 tonnes d'encombrants - 4220 tonnes de gravats - 1018 tonnes de papiers/cartons - 127 tonnes de métaux - 8636 tonnes de verre - 1904 tonnes de bois. L'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 25/05/2020, excepté pour le verre dont la quantité est supérieure à la quantité maximale annuelle admise. L'exploitant devra respecter les quantités prévues par l'arrêté préfectoral du 25/05/2020 ou déposer un porter à connaissance s'il souhaite solliciter une modification de celui-ci.																	
Type de suites proposées : Avec suites																	
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale																	
Proposition de délais : 9 mois																	